

beaucoup plus confiant pour affronter les prochaines élections.

● (12.40 p.m.)

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, la motion dont la Chambre est saisie et qui propose l'ajournement de la Chambre pour les vacances d'été a été adoptée par tous les partis à la Chambre. Cela ne nous empêche pas de dire certaines choses qui ont été dites au sujet du gouvernement, qui n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire en faveur de certains groupes de notre population.

J'ai été scandalisé des paroles sans cœur du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) lorsqu'il a parlé de ceux qui sont financièrement dans la gêne. Il a reconnu avoir pris la parole à la Chambre en 1962, en qualité de membre de l'opposition, pour demander au gouvernement de faire quelque chose au sujet de cette même question. Le gouvernement actuel est alors venu au pouvoir et a déclaré la guerre à la pauvreté. Pendant cinq ans, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a rien fait pour déclarer la guerre à la pauvreté des employés retraités de la fonction publique.

Une voix: Honte.

L'hon. M. Starr: Ne se rend-il pas compte que certains fonctionnaires de l'État à la retraite vivent misérablement dans une pièce dépourvue de commodités? Ne se rend-il pas compte de l'indigence de certains d'entre eux? N'a-t-il pas entendu parler de la tentative de suicide de la veuve d'un fonctionnaire, provoquée par son dénuement? En raison de son insensibilité, va-t-il continuer à négliger cette question, comme il l'a fait durant les cinq dernières années?

Je me rends compte que ses intérêts ne se bornent pas à la guerre contre la pauvreté au Canada. Il s'intéresse à la guerre contre la pauvreté à l'étranger. Il s'intéresse à des guerres entre d'autres pays—des guerres dont il a cherché à s'occuper, mais en vain. Il a encore eu moins de succès dans ses tentatives en vue de remédier à la pauvreté au Canada.

Je sais qu'on n'a rien fait, car le gouvernement n'est pas disposé à agir. Le cabinet est divisé. Certains membres du cabinet estiment qu'il faudrait agir maintenant, tandis que d'autres s'y opposent catégoriquement pour le moment. Je me demande si le gouvernement entend faire quelque chose à ce sujet. Le président du Conseil du Trésor et ministre du Revenu national (M. Benson) a dit qu'il espé-

rait qu'on pourrait faire quelque chose. Cela me porte à croire qu'il désire faire quelque chose pour remédier à la situation, mais que ses collègues s'y opposent.

Rien d'étonnant qu'aucune mesure n'ait été prise. Le gouvernement est divisé. Au cabinet, il y a ceux qui veulent soulager les retraités de l'État aux prises avec des difficultés économiques, et les autres qui sont assez durs pour ne vouloir rien faire. Dans quelle catégorie se place le secrétaire d'État aux Affaires extérieures?

Une voix: Dans les deux.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. M. Martin: Le député veut-il que je réponde à sa question?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Les commentaires du député sur la guerre contre la pauvreté semblent ne pas se rattacher à la motion. Peut-être ferait-il bien de viser la motion elle-même.

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, je ne faisais que poursuivre l'idée soulevée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Certains Canadiens, a-t-il dit, se trouvent dans des difficultés économiques. Le gouvernement actuel avait annoncé un programme prévoyant une lutte contre la pauvreté. A cause de la dureté de certains ministres, cette politique n'a jamais été mise en œuvre.

J'ai trouvé que le ministre avait été très cruel aujourd'hui pour ses alliés du Nouveau parti démocratique. Sans doute, l'occasion était magnifique de répandre l'impression qu'il y aurait rupture entre les deux partis jusqu'après les vacances d'été. Comme le très honorable chef de l'opposition (M. Diefenbaker) l'a dit plus tôt, le NPD a adopté les principes du président du Conseil privé (M. Gordon). Il se sent un lien de parenté avec lui. Je crois que ces pourparlers de jadis pour une fusion des deux partis pourraient reprendre.

L'hon. M. Martin: Je crois que l'idée est excellente.

Le très hon. M. Diefenbaker: C'est un fait.

M. Ralph Cowan (York-Humber): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir dire quelques mots sur cette motion d'ajournement de la Chambre, d'autant plus que je ne crois pas que la Chambre doive lever la séance avant d'être saisie de certaines données relatives au remblayage illégal dans le lac Ontario. (*Exclamations*)